



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA  
MARTINIQUE

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS  
N°R02-2017-175

PUBLIÉ LE 2 DÉCEMBRE 2017

# Sommaire

## ARS

R02-2017-12-01-002 - arrêté POULIN Daniel portant habilitation de l'agent de la CACEM afin de procéder à la recherche et à la constatation d'infraction spécifique à la gestion des déchets ménagers et assimilés (2 pages)	Page 4
---	--------

## DAAF

R02-2017-11-24-001 - Arrêté préfectoral du 24 novembre 2017 modifiant l'arrêté R02-2017-11-14-001 du 14 novembre 2017 portant déclaration de sinistre du département de la Martinique en raison des calamités agricoles liées à l'ouragan Maria. (2 pages)	Page 7
--	--------

## DEAL MARTINIQUE

R02-2017-11-30-028 - Arrêté portant suspension de l'autorisation d'exercer au registre des entreprises de transports publics routiers de marchandises de SMITH FRANÇOIS (2 pages)	Page 10
R02-2017-11-30-026 - Arrêté portant suspension de l'autorisation d'exercer au registre des entreprises de transports publics routiers de marchandises de FELIX-THEODOSE LOUIS-MERY JOSEPH (2 pages)	Page 13
R02-2017-11-30-025 - Arrêté portant suspension de l'autorisation d'exercer au registre des entreprises de transports publics routiers de marchandises de JM CHRONOTRANS (2 pages)	Page 16
R02-2017-11-30-022 - Arrêté portant suspension de l'autorisation d'exercer au registre des entreprises de transports publics routiers de marchandises de LOUPEC TRANSPORT (2 pages)	Page 19
R02-2017-11-30-021 - Arrêté portant suspension de l'autorisation d'exercer au registre des entreprises de transports publics routiers de marchandises de NIRDE VINCENT FRANTZ (2 pages)	Page 22
R02-2017-11-30-024 - Arrêté portant suspension de l'autorisation d'exercer au registre des entreprises de transports publics routiers de marchandises de PANZOU ERIC DANIEL (2 pages)	Page 25
R02-2017-11-30-023 - Arrêté portant suspension de l'autorisation d'exercer au registre des entreprises de transports publics routiers de personnes de TRANSPORTS LABAMAR (2 pages)	Page 28
R02-2017-11-30-027 - Arrêté portant suspension de l'autorisation d'exercer au registre des entreprises de transports publics routiers de personnes de CHARLES-NICOLAS GUY (2 pages)	Page 31
R02-2017-11-30-020 - Arrêté portant suspension de l'autorisation d'exercer au registre des entreprises de transports publics routiers de personnes de GESA AMBULANCE (2 pages)	Page 34
R02-2017-11-30-019 - Arrêté portant suspension de l'autorisation d'exercer au registre des entreprises de transports publics routiers de personnes de MINOAH (2 pages)	Page 37

## **DIECCTE**

R02-2017-11-30-018 - DOC011217 - Arrêté portant décision d'agrément - Entreprise Solidaire d'Utilité Sociale - Association la RUCHE (2 pages) Page 40

## **Préfecture**

R02-2017-11-27-013 - Arrêté modificatif n°1 de l'arrêté relatif aux élections des représentants du personnel aux CAP compétentes à l'égard des psychologues de de l'Éducation Nationale création et composition des bureaux de vote. (1 page) Page 43

R02-2017-11-06-013 - Arrêté relatif aux élections des représentants du personnel aux CAP compétentes à l'égard des psychologues de de l'Éducation Nationale création et composition des bureaux de vote. (2 pages) Page 45

## **Sous-Préfecture du MARIN**

R02-2017-12-01-001 - Arrêté autorisant l'ASA TROPIC à organiser une course automobile intitulée RALLYE DES CHAMPIONS (6 pages) Page 48

ARS

R02-2017-12-01-002

arrêté POULIN Daniel portant habilitation de l'agent de la  
CACEM afin de procéder à la recherche et à la  
constatation d'infraction spécifique à la gestion des déchets  
*arrêté portant habilitation de l'agent de la CACEM afin de procéder à la recherche et à la*  
*constatation d'infraction spécifique à la gestion des déchets ménagers et assimilés*





**ARRETE N °..... PORTANT HABILITATION D'UN AGENT DE LA CACEM  
AFIN DE PROCEDER A LA RECHERCHE ET A LA CONSTATATION  
D'INFRACTIONS SPECIFIQUES A LA GESTION DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES**

**Le Préfet de la Martinique,**

**Vu** les prérogatives accordées aux Agents spécialement assermentés des Etablissements Publics de Coopération Intercommunal (EPCI) en matière de contrôle, d'inspection et de police judiciaire par :

- **le Code de la santé publique, et notamment les articles L.1312-1, L.1324-1, L.1421-1, L.1421-2, L.1421-3, R.1312-1 à R.1312-7 ;**
- **le Code de la santé publique notamment l'article L.1335-2 relatif à la gestion des déchets ;**
- **le Code des Procédures Pénales, et notamment les articles 12, 15 et 40,**

**Vu** la Loi n°2010-1563 du 16 décembre 2010 de Réforme des Collectivités Territoriales, notamment l'article 63,

**Vu** le Code des collectivités territoriales et notamment son article L.5216-5-7° ;

**Vu** l'Arrêté Préfectoral n° 80-1796 modifié relatif au Règlement Sanitaire Départemental,

**Vu** l'Arrêté Préfectoral n°00-3197 du 27 décembre 2000 portant création de la Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique,

**Vu** la délibération du Conseil Communautaire du 06 août 2009 fixant le principe de l'assermentation des agents de la CACEM dans le domaine de la propreté urbaine,

**Vu** l'Arrêté Intercommunal n°46 /2014/DGA3 du 28 juillet 2014 fixant le montant des sanctions au regard des infractions spécifiques à la collecte des déchets ménagers et assimilés,

**Vu** l'arrêté n°1280-2013/DRH du 26 décembre 2013, notamment son article 1 qui spécifie que « *M. Daniel POULIN est recruté sur un emploi équivalent à un emploi de catégorie A de la filière technique-Ingénieur territorial* » ;

**Vu** la décision n° 72-2017/DRH du 11 août 2017 qui fixe que « *M. Daniel Poulin est affecté au sein de la direction générale adjointe infrastructures et environnement, en qualité de directeur gestion des déchets à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2017* » ;

**Vu** la demande d'habilitation de la CACEM formulée par son président le 1<sup>er</sup> juin 2016,

**Sur proposition du Président de la Communauté d'Agglomération de Centre de la Martinique ;**

**ARRÊTE**

**Article 1 : Habilitation**

Monsieur **POULIN Daniel**, ingénieur territorial chargé de la gestion des déchets sur le territoire de la CACEM, est habilité, dans le cadre des prérogatives légales qui lui sont reconnues en matière d'inspection et de contrôle, à procéder à la recherche et à la constatation des infractions relatives à la gestion des déchets ménagers et assimilés ;

**Article 2 : Prérogatives liées à l'habilitation**

Les prérogatives liées à l'habilitation consistent à collecter tout élément de preuve permettant de constater des infractions et rédiger des procès verbaux qui font foi jusqu'à preuve contraire. Ces missions permettent notamment d'accéder aux parties communes des locaux dans lesquels ont vocation à s'appliquer les dispositions qu'ils contrôlent (locaux-poubelles, ou locaux à usage commun, lieux, installations, etc...), et de recueillir tous documents facilitant les missions des agents de la CACEM, ex. : documents relatifs à la propriété ou à l'identité des personnes en infraction, etc... ;

Ces différentes prérogatives sont exercées dans les limites territoriales de la CACEM (Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique) ;

**Article 3 : Changement d'affectation**

En cas de changement d'affectation de Monsieur **POULIN Daniel** en dehors du ressort de compétence territoriale de La CACEM ou si Monsieur **POULIN Daniel** cesse ses fonctions, la présente décision deviendra caduque ;

**Article 4 : Notification**

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé.

**Article 5 : Délais et voie de recours**

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le Tribunal Administratif de FORT-DE-FRANCE dans un délai de deux mois à compter de sa notification à l'intéressé ou de sa publication pour les tiers.

**Article 6 : Exécution de l'arrêté**

Le Préfet et le Président de la CACEM sont chargés chacun pour ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Région Martinique.

Fait à Fort-de-France, le

**- 1 DEC. 2017**

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général de la Préfecture  
de la Martinique

**Patrick AMOUSSOU-ADEBLE**

DAAF

R02-2017-11-24-001

Arrêté préfectoral du 24 novembre 2017 modifiant l'arrêté  
R02-2017-11-14-001 du 14 novembre 2017 portant  
déclaration de sinistre du département de la Martinique en  
raison des calamités agricoles liées à l'ouragan Maria.





## PRÉFET DE LA MARTINIQUE

Direction de l'Alimentation,  
de l'Agriculture et de la  
Forêt

Service Agriculture et Forêt

### **Arrêté préfectoral modifiant l'arrêté R02-2017-11-14-001 du 14 novembre 2017 portant déclaration de sinistre du Département de la Martinique en raison des calamités agricoles liées à l'ouragan Maria**

#### **Le Préfet de la Martinique**

- VU** la loi n° 2010 – 874 du 27 juillet 2010 de modernisation de l'agriculture et de la pêche (article 26) ;
  - VU** les articles L 361-1 à 21 et D 361-1 à 52 du Code Rural et de la pêche maritime ;
  - VU** les articles L 362-1 à 26 et R 362-1 du Code Rural et de la pêche maritime précisant les dispositions particulières à l'Outre-Mer en matière de calamités agricoles ;
  - VU** le décret N°56-436 du 27 avril 1956 relatif à la détermination des périodes et les zones dans lesquelles sont survenues les calamités agricoles publiques ;
  - VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
  - VU** le décret du président de la République du 29 juin 2017 portant nomination de Monsieur Franck ROBINE, en qualité de préfet de la région Martinique, préfet de la Martinique ;
  - VU** la circulaire interministérielle en date du 11 juillet 2012 relative à la mise en œuvre du dispositif d'aide du fonds de secours pour l'outre-mer ;
  - VU** l'arrêté n° R02-2017-07-19-019 du 19 juillet 2017 portant délégation de signature à Monsieur Jacques HELPIN, directeur de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt pour l'administration générale ;
  - VU** l'avis du Comité départemental d'expertise réuni en séance du 19 octobre 2017 ;
  - VU** la décision du Ministère des Outre-Mer en date du 31 octobre 2017 autorisant l'intervention du fonds de secours au profit des exploitations agricoles de Martinique suite à l'ouragan Maria,
  - VU** la décision du Ministère des Outre-Mer en date du 22 novembre 2017 autorisant l'intervention du fonds de secours au profit des exploitations agricoles de sept communes supplémentaires en Martinique suite à l'ouragan Maria,
  - VU** l'arrêté n° R02-2017-11-14-001 du 14 novembre 2017 portant déclaration de sinistre du Département de la Martinique en raison des calamités agricoles liées à l'ouragan Maria ;
- SUR** proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

#### **ARRETE**

**ARTICLE 1 :**

A la liste des communes éligibles au fonds de secours citées à l'article 1 de l'arrêté du 14 novembre 2017 sus-visé sont ajoutées les sept communes suivantes :

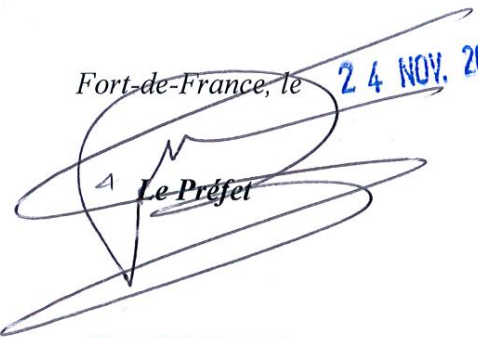
Ducos, Le François, Le Lamentin, Le Robert, Rivière-Pilote, Saint-Esprit et Le Vauclin.

Le reste de l'arrêté est inchangé.

**ARTICLE 2 :**

Le Secrétaire Général de la préfecture, le Directeur de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt, les Maires des communes concernées, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fort-de-France, le 24 NOV. 2017

A large, stylized signature in blue ink, consisting of several overlapping loops and a central vertical stroke.

Le Préfet

Franck ROBINE

# DEAL MARTINIQUE

R02-2017-11-30-028

Arrêté portant suspension de l'autorisation d'exercer au  
registre des entreprises de transports publics routiers de  
marchandises de SMITH FRANÇOIS



PREFET DE LA MARTINIQUE

Direction de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
de la Martinique

Le Préfet de la Martinique

Service Transports Mobilité Sécurité  
Subdivision Animation et Contrôle des Transports

**Arrêté N°**  
**portant suspension de l'autorisation d'exercer au registre des entreprises**  
**de transports publics routiers de marchandises**

**Vu** le règlement (CE) n°1071/2009 du Parlement Européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant les règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route et abrogeant la directive 96/26/CE du Conseil ;

**Vu** le code des transports,

**Vu** le Décret n° 2016-1550 du 17 novembre 2016 relatif à certaines dispositions de la partie réglementaire du code des transports, notamment les articles R. 3113-13 à R 3113-17 et R 3211-14 à R 3211-18 ;

**Considérant** que les entreprises de transport doivent justifier à tout moment de l'exigence de capacité financière.

**Considérant** que cette exigence de capacité financière s'analyse en fonction des capitaux propres portés sur les liasses fiscales,

**Considérant** que les entreprises de transport de Martinique sont réglementairement tenues de communiquer leur liasse fiscale à la DEAL, service de l'État chargé en Martinique des registres des transporteurs,

**Considérant** qu'en l'absence de la liasse fiscale le contrôle de l'exigence de capacité financière de l'entreprise est rendu impossible,

**Considérant** que l'entreprise de transport **SMITH François - n° siren 351446984** n'a pas transmis à la DEAL ses liasses fiscales 2012, 2013, 2014 et 2015 ,

**Considérant** qu'une mise en demeure de trois (3) mois lui a été adressée par lettre recommandée datée du 22 mars 2017 pour transmettre à la DEAL ses liasses fiscales 2012, 2013, 2014 et 2015 ,

**Considérant** qu'à ce jour cette mise en demeure est restée infructueuse.

Par ces motifs,

**ARRETE**

**Article 1 :** En application de l'article R 3211-16 du code des transports susvisé, l'autorisation d'exercer la profession de transporteur public routier de marchandises ou de déménagement ou de loueur de véhicules industriels avec conducteur destinés au transport de marchandises de l'entreprise est suspendue.

**Article 2 :** En application de l'article R 3211-17 du code des transports susvisé, la décision de suspension de l'autorisation d'exercer la profession entraîne le retrait temporaire de la licence communautaire ou de la licence de transport intérieur et celui des copies certifiées conformes correspondantes.

**Article 3:** En application de l'article R 3211-17 du code des transports susvisé, à défaut de restitution par l'entreprise de ces documents dans le délai de quinze jours à compter de la notification de la décision de suspension, l'autorisation d'exercer la profession sera retirée et l'entreprise sera radiée du registre électronique national des entreprises de transport par route.

**Article 4:** Lorsque l'entreprise satisfera à nouveau aux exigences prévues aux articles susvisés, la décision de suspension de l'autorisation d'exercer la profession sera rapportée et il sera restitué à l'entreprise sa licence et un nombre de copies certifiées conformes de licence correspondant au montant de sa capacité financière.

**Article 5:** En application de l'article R 3211-14 du code des transports susvisé, **la suspension est prononcée pour une durée de trois mois.** A défaut pour l'entreprise de régulariser sa situation suivant les termes de l'article 4 dans ce délai, l'autorisation d'exercer la profession sera retirée. La décision de retrait de l'autorisation d'exercer la profession entraîne la radiation de l'entreprise du registre électronique national des entreprises de transport par route ainsi que le retrait de la licence communautaire ou de la licence de transport intérieur et celui des copies certifiées conformes correspondantes.

Fort de France, le 30 NOV. 2017  
Pour le Préfet et par délégation,

Pour Le Directeur de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
et par délégation,  
Le Chef du Service Transports Mobilité Sécurité

Cyrille LIROY

Informations relatives aux voies et délais de recours:

*La présente décision peut faire l'objet:*

*d'un **recours en contentieux** devant le tribunal administratif compétent (Croix Bellevue 97200 FORT DE FRANCE) dans le délai de deux mois à compter du jour de sa notification.*

*d'un **recours non contentieux**, soit auprès de monsieur le Préfet de la région Martinique (recours gracieux), soit auprès de monsieur le Ministre chargé des transports (recours hiérarchique). La forme des recours non contentieux est libre et aucune condition de délai ne leur est imposée. Toutefois, pour conserver la possibilité d'intenter ultérieurement un recours contentieux, le recours non contentieux doit être déposé dans le délai de deux mois à compter du jour de la notification de la décision.*

Présent  
pour  
l'avenir

[www.developpement-durable.gouv.fr](http://www.developpement-durable.gouv.fr)



# DEAL MARTINIQUE

R02-2017-11-30-026

Arrêté portant suspension de l'autorisation d'exercer au  
registre des entreprises de transports publics routiers de  
marchandises de FELIX-THEODOSE LOUIS-MERY  
JOSEPH

PREFET DE LA MARTINIQUE

Direction de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
de la Martinique

Le Préfet de la Martinique

Service Transports Mobilité Sécurité  
Subdivision Animation et Contrôle des Transports

**Arrêté N°**  
**portant suspension de l'autorisation d'exercer au registre des entreprises**  
**de transports publics routiers de marchandises**

**Vu** le règlement (CE) n°1071/2009 du Parlement Européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant les règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route et abrogeant la directive 96/26/CE du Conseil ;

**Vu** le code des transports,

**Vu** le Décret n° 2016-1550 du 17 novembre 2016 relatif à certaines dispositions de la partie réglementaire du code des transports, notamment les articles R. 3113-13 à R 3113-17 et R 3211-14 à R 3211-18 ;

**Considérant** que les entreprises de transport doivent justifier à tout moment de l'exigence de capacité financière.

**Considérant** que cette exigence de capacité financière s'analyse en fonction des capitaux propres portés sur les liasses fiscales,

**Considérant** que les entreprises de transport de Martinique sont réglementairement tenues de communiquer leur liasse fiscale à la DEAL, service de l'État chargé en Martinique des registres des transporteurs,

**Considérant** qu'en l'absence de la liasse fiscale le contrôle de l'exigence de capacité financière de l'entreprise est rendu impossible,

**Considérant** que l'entreprise de transport **FELIX-THEODOSE LOUIS-MERY Joseph - n° siren 420971145** n'a pas transmis à la DEAL sa liasse fiscale 2015,

**Considérant** qu'une mise en demeure de trois (3) mois lui a été adressée par lettre recommandée datée du 22 mars 2017 pour transmettre à la DEAL sa liasse fiscale 2015,

**Considérant** qu'à ce jour cette mise en demeure est restée infructueuse.

Par ces motifs,

**ARRETE**

**Article 1 :** En application de l'article R 3211-16 du code des transports susvisé, l'autorisation d'exercer la profession de transporteur public routier de marchandises ou de déménagement ou de loueur de véhicules industriels avec conducteur destinés au transport de marchandises de l'entreprise est suspendue.

**Article 2 :** En application de l'article R 3211-17 du code des transports susvisé, la décision de suspension de l'autorisation d'exercer la profession entraîne le retrait temporaire de la licence communautaire ou de la licence de transport intérieur et celui des copies certifiées conformes correspondantes.

**Article 3:** En application de l'article R 3211-17 du code des transports susvisé, à défaut de restitution par l'entreprise de ces documents dans le délai de quinze jours à compter de la notification de la décision de suspension, l'autorisation d'exercer la profession sera retirée et l'entreprise sera radiée du registre électronique national des entreprises de transport par route.

**Article 4:** Lorsque l'entreprise satisfera à nouveau aux exigences prévues aux articles susvisés, la décision de suspension de l'autorisation d'exercer la profession sera rapportée et il sera restitué à l'entreprise sa licence et un nombre de copies certifiées conformes de licence correspondant au montant de sa capacité financière.

**Article 5:** En application de l'article R 3211-14 du code des transports susvisé, **la suspension est prononcée pour une durée de trois mois.** A défaut pour l'entreprise de régulariser sa situation suivant les termes de l'article 4 dans ce délai, l'autorisation d'exercer la profession sera retirée. La décision de retrait de l'autorisation d'exercer la profession entraîne la radiation de l'entreprise du registre électronique national des entreprises de transport par route ainsi que le retrait de la licence communautaire ou de la licence de transport intérieur et celui des copies certifiées conformes correspondantes.

Fort de France, le 30 NOV. 2017  
Pour le Préfet et par délégation,

Pour Le Directeur de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
et par délégation,  
Le Chef du Service Transports Mobilité Sécurité  
  
Cyrille LIROY

Informations relatives aux voies et délais de recours:

*La présente décision peut faire l'objet:*

*d'un **recours en contentieux** devant le tribunal administratif compétent (Croix Bellevue 97200 FORT DE FRANCE) dans le délai de deux mois à compter du jour de sa notification.*

*d'un **recours non contentieux**, soit auprès de monsieur le Préfet de la région Martinique (recours gracieux), soit auprès de monsieur le Ministre chargé des transports (recours hiérarchique). La forme des recours non contentieux est libre et aucune condition de délai ne leur est imposée. Toutefois, pour conserver la possibilité d'intenter ultérieurement un recours contentieux, le recours non contentieux doit être déposé dans le délai de deux mois à compter du jour de la notification de la décision.*

Présent  
pour  
l'avenir

[www.developpement-durable.gouv.fr](http://www.developpement-durable.gouv.fr)

# DEAL MARTINIQUE

R02-2017-11-30-025

Arrêté portant suspension de l'autorisation d'exercer au  
registre des entreprises de transports publics routiers de  
marchandises de JM CHRONOTRANS



PREFET DE LA MARTINIQUE

Direction de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
de la Martinique

Le Préfet de la Martinique

Service Transports Mobilité Sécurité  
Subdivision Animation et Contrôle des Transports

**Arrêté N°**  
**portant suspension de l'autorisation d'exercer au registre des entreprises**  
**de transports publics routiers de marchandises**

**Vu** le règlement (CE) n°1071/2009 du Parlement Européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant les règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route et abrogeant la directive 96/26/CE du Conseil ;

**Vu** le code des transports,

**Vu** le Décret n° 2016-1550 du 17 novembre 2016 relatif à certaines dispositions de la partie réglementaire du code des transports, notamment les articles R. 3113-13 à R 3113-17 et R 3211-14 à R 3211-18 ;

**Considérant** que les entreprises de transport doivent justifier à tout moment de l'exigence de capacité financière.

**Considérant** que cette exigence de capacité financière s'analyse en fonction des capitaux propres portés sur les liasses fiscales,

**Considérant** que les entreprises de transport de Martinique sont réglementairement tenues de communiquer leur liasse fiscale à la DEAL, service de l'État chargé en Martinique des registres des transporteurs,

**Considérant** qu'en l'absence de la liasse fiscale le contrôle de l'exigence de capacité financière de l'entreprise est rendu impossible,

**Considérant** que l'entreprise de transport **JM CHRONOTRANS EURL - n° siren 452533771** n'a pas transmis à la DEAL ses liasses fiscales 2013, 2014 et 2015 ,

**Considérant** qu'une mise en demeure de trois (3) mois lui a été adressée par lettre recommandée datée du 22 mars 2017 pour transmettre à la DEAL ses liasses fiscales 2013, 2014 et 2015 ,

**Considérant** qu'à ce jour cette mise en demeure est restée infructueuse.

Par ces motifs,

**ARRETE**

**Article 1 :** En application de l'article R 3211-16 du code des transports susvisé, l'autorisation d'exercer la profession de transporteur public routier de marchandises ou de déménagement ou de loueur de véhicules industriels avec conducteur destinés au transport de marchandises de l'entreprise est suspendue.

**Article 2 :** En application de l'article R 3211-17 du code des transports susvisé, la décision de suspension de l'autorisation d'exercer la profession entraîne le retrait temporaire de la licence communautaire ou de la licence de transport intérieur et celui des copies certifiées conformes correspondantes.

**Article 3:** En application de l'article R 3211-17 du code des transports susvisé, à défaut de restitution par l'entreprise de ces documents dans le délai de quinze jours à compter de la notification de la décision de suspension, l'autorisation d'exercer la profession sera retirée et l'entreprise sera radiée du registre électronique national des entreprises de transport par route.

**Article 4:** Lorsque l'entreprise satisfera à nouveau aux exigences prévues aux articles susvisés, la décision de suspension de l'autorisation d'exercer la profession sera rapportée et il sera restitué à l'entreprise sa licence et un nombre de copies certifiées conformes de licence correspondant au montant de sa capacité financière.

**Article 5:** En application de l'article R 3211-14 du code des transports susvisé, **la suspension est prononcée pour une durée de trois mois.** A défaut pour l'entreprise de régulariser sa situation suivant les termes de l'article 4 dans ce délai, l'autorisation d'exercer la profession sera retirée. La décision de retrait de l'autorisation d'exercer la profession entraîne la radiation de l'entreprise du registre électronique national des entreprises de transport par route ainsi que le retrait de la licence communautaire ou de la licence de transport intérieur et celui des copies certifiées conformes correspondantes.

Fort de France, le 30 NOV. 2017  
Pour le Préfet et par délégation,

Pour Le Directeur de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
et par délégation,  
Le Chef du Service Transports Mobilité Sécurité  
Cyrille LIROY

Informations relatives aux voies et délais de recours:

La présente décision peut faire l'objet:

d'un **recours en contentieux** devant le tribunal administratif compétent (Croix Bellevue 97200 FORT DE FRANCE) dans le délai de deux mois à compter du jour de sa notification.

d'un **recours non contentieux**, soit auprès de monsieur le Préfet de la région Martinique (recours gracieux), soit auprès de monsieur le Ministre chargé des transports (recours hiérarchique). La forme des recours non contentieux est libre et aucune condition de délai ne leur est imposée. Toutefois, pour conserver la possibilité d'intenter ultérieurement un recours contentieux, le recours non contentieux doit être déposé dans le délai de deux mois à compter du jour de la notification de la décision.

# DEAL MARTINIQUE

R02-2017-11-30-022

Arrêté portant suspension de l'autorisation d'exercer au  
registre des entreprises de transports publics routiers de  
marchandises de LOUPEC TRANSPORT



PREFET DE LA MARTINIQUE

Direction de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
de la Martinique

**Le Préfet de la Martinique**

Service Transports Mobilité Sécurité  
Subdivision Animation et Contrôle des Transports

**Arrêté N°  
portant suspension de l'autorisation d'exercer au registre des entreprises  
de transports publics routiers de marchandises**

**Vu** le règlement (CE) n°1071/2009 du Parlement Européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant les règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route et abrogeant la directive 96/26/CE du Conseil ;

**Vu** le code des transports,

**Vu** le Décret n° 2016-1550 du 17 novembre 2016 relatif à certaines dispositions de la partie réglementaire du code des transports, notamment les articles R. 3113-13 à R 3113-17 et R 3211-14 à R 3211-18 ;

**Considérant** que les entreprises de transport doivent justifier à tout moment de l'exigence de capacité financière.

**Considérant** que cette exigence de capacité financière s'analyse en fonction des capitaux propres portés sur les liasses fiscales,

**Considérant** que les entreprises de transport de Martinique sont réglementairement tenues de communiquer leur liasse fiscale à la DEAL, service de l'État chargé en Martinique des registres des transporteurs,

**Considérant** qu'en l'absence de la liasse fiscale le contrôle de l'exigence de capacité financière de l'entreprise est rendu impossible,

**Considérant** que l'entreprise de transport **SARL LOUPEC TRANSPORT - n° siren 524545811** n'a pas transmis à la DEAL sa liasse fiscale 2015,

**Considérant** qu'une mise en demeure de trois (3) mois lui a été adressée par lettre recommandée datée du 05 Mai 2017 pour transmettre à la DEAL sa liasse fiscale 2015

**Considérant** qu'à ce jour cette mise en demeure est restée infructueuse.

Par ces motifs,

**ARRETE**

**Article 1 :** En application de l'article R 3211-16 du code des transports susvisé, l'autorisation d'exercer la profession de transporteur public routier de marchandises ou de déménagement ou de loueur de véhicules industriels avec conducteur destinés au transport de marchandises de l'entreprise est suspendue.

**Article 2 :** En application de l'article R 3211-17 du code des transports susvisé, la décision de suspension de l'autorisation d'exercer la profession entraîne le retrait temporaire de la licence communautaire ou de la licence de transport intérieur et celui des copies certifiées conformes correspondantes.



**Article 3:** En application de l'article R 3211-17 du code des transports susvisé, à défaut de restitution par l'entreprise de ces documents dans le délai de quinze jours à compter de la notification de la décision de suspension, l'autorisation d'exercer la profession sera retirée et l'entreprise sera radiée du registre électronique national des entreprises de transport par route.

**Article 4:** Lorsque l'entreprise satisfera à nouveau aux exigences prévues aux articles susvisés, la décision de suspension de l'autorisation d'exercer la profession sera rapportée et il sera restitué à l'entreprise sa licence et un nombre de copies certifiées conformes de licence correspondant au montant de sa capacité financière.

**Article 5:** En application de l'article R 3211-14 du code des transports susvisé, **la suspension est prononcée pour une durée de trois mois.** A défaut pour l'entreprise de régulariser sa situation suivant les termes de l'article 4 dans ce délai, l'autorisation d'exercer la profession sera retirée. La décision de retrait de l'autorisation d'exercer la profession entraîne la radiation de l'entreprise du registre électronique national des entreprises de transport par route ainsi que le retrait de la licence communautaire ou de la licence de transport intérieur et celui des copies certifiées conformes correspondantes.

Fort de France, le **30 NOV. 2017**  
Pour le Préfet et par délégation,

Pour Le Directeur de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
et par délégation,  
Le Chef du Service Transports Mobilité Sécurité  
**Cyrille LIROY**

Informations relatives aux voies et délais de recours:

*La présente décision peut faire l'objet:*

*d'un **recours en contentieux** devant le tribunal administratif compétent (Croix Bellevue 97200 FORT DE FRANCE) dans le délai de deux mois à compter du jour de sa notification.*

*d'un **recours non contentieux**, soit auprès de monsieur le Préfet de la région Martinique (recours gracieux), soit auprès de monsieur le Ministre chargé des transports (recours hiérarchique). La forme des recours non contentieux est libre et aucune condition de délai ne leur est imposée. Toutefois, pour conserver la possibilité d'intenter ultérieurement un recours contentieux, le recours non contentieux doit être déposé dans le délai de deux mois à compter du jour de la notification de la décision.*



Présent  
pour  
l'avenir

[www.developpement-durable.gouv.fr](http://www.developpement-durable.gouv.fr)

# DEAL MARTINIQUE

R02-2017-11-30-021

Arrêté portant suspension de l'autorisation d'exercer au  
registre des entreprises de transports publics routiers de  
marchandises de NIRDE VINCENT FRANTZ

PREFET DE LA MARTINIQUE

Direction de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
de la Martinique

Le Préfet de la Martinique

Service Transports Mobilité Sécurité  
Subdivision Animation et Contrôle des Transports

**Arrêté N°**  
**portant suspension de l'autorisation d'exercer au registre des entreprises**  
**de transports publics routiers de marchandises**

**Vu** le règlement (CE) n°1071/2009 du Parlement Européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant les règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route et abrogeant la directive 96/26/CE du Conseil ;

**Vu** le code des transports,

**Vu** le Décret n° 2016-1550 du 17 novembre 2016 relatif à certaines dispositions de la partie réglementaire du code des transports, notamment les articles R. 3113-13 à R 3113-17 et R 3211-14 à R 3211-18 ;

**Considérant** que les entreprises de transport doivent justifier à tout moment de l'exigence de capacité financière.

**Considérant** que cette exigence de capacité financière s'analyse en fonction des capitaux propres portés sur les liasses fiscales,

**Considérant** que les entreprises de transport de Martinique sont réglementairement tenues de communiquer leur liasse fiscale à la DEAL, service de l'État chargé en Martinique des registres des transporteurs,

**Considérant** qu'en l'absence de la liasse fiscale le contrôle de l'exigence de capacité financière de l'entreprise est rendu impossible,

**Considérant** que l'entreprise de transport **NIRDE Vincent Frantz - n° siren 326343662** n'a pas transmis à la DEAL sa liasse fiscale 2015,

**Considérant** qu'une mise en demeure de trois (3) mois lui a été adressée par lettre recommandée datée du 15 Mai 2017 pour transmettre à la DEAL sa liasse fiscale 2015

**Considérant** qu'à ce jour cette mise en demeure est restée infructueuse.

Par ces motifs,

**ARRETE**

**Article 1 :** En application de l'article R 3211-16 du code des transports susvisé, l'autorisation d'exercer la profession de transporteur public routier de marchandises ou de déménagement ou de loueur de véhicules industriels avec conducteur destinés au transport de marchandises de l'entreprise est suspendue.

**Article 2 :** En application de l'article R 3211-17 du code des transports susvisé, la décision de suspension de l'autorisation d'exercer la profession entraîne le retrait temporaire de la licence communautaire ou de la licence de transport intérieur et celui des copies certifiées conformes correspondantes.



**Article 3:** En application de l'article R 3211-17 du code des transports susvisé, à défaut de restitution par l'entreprise de ces documents dans le délai de quinze jours à compter de la notification de la décision de suspension, l'autorisation d'exercer la profession sera retirée et l'entreprise sera radiée du registre électronique national des entreprises de transport par route.

**Article 4:** Lorsque l'entreprise satisfera à nouveau aux exigences prévues aux articles susvisés, la décision de suspension de l'autorisation d'exercer la profession sera rapportée et il sera restitué à l'entreprise sa licence et un nombre de copies certifiées conformes de licence correspondant au montant de sa capacité financière.

**Article 5:** En application de l'article R 3211-14 du code des transports susvisé, **la suspension est prononcée pour une durée de trois mois.** A défaut pour l'entreprise de régulariser sa situation suivant les termes de l'article 4 dans ce délai, l'autorisation d'exercer la profession sera retirée. La décision de retrait de l'autorisation d'exercer la profession entraîne la radiation de l'entreprise du registre électronique national des entreprises de transport par route ainsi que le retrait de la licence communautaire ou de la licence de transport intérieur et celui des copies certifiées conformes correspondantes.

Fort de France, le **30 NOV. 2017**  
Pour le Préfet et par délégation,

Pour Le Directeur de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
et par délégation,  
**Le Chef du Service Transports Mobilité Sécurité**

  
Cyrille LIROY

Informations relatives aux voies et délais de recours:

*La présente décision peut faire l'objet:*

*d'un **recours en contentieux** devant le tribunal administratif compétent (Croix Bellevue 97200 FORT DE FRANCE) dans le délai de deux mois à compter du jour de sa notification.*

*d'un **recours non contentieux**, soit auprès de monsieur le Préfet de la région Martinique (recours gracieux), soit auprès de monsieur le Ministre chargé des transports (recours hiérarchique). La forme des recours non contentieux est libre et aucune condition de délai ne leur est imposée. Toutefois, pour conserver la possibilité d'intenter ultérieurement un recours contentieux, le recours non contentieux doit être déposé dans le délai de deux mois à compter du jour de la notification de la décision.*

# DEAL MARTINIQUE

R02-2017-11-30-024

Arrêté portant suspension de l'autorisation d'exercer au  
registre des entreprises de transports publics routiers de  
marchandises de PANZOU ERIC DANIEL



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA MARTINIQUE

Direction de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
de la Martinique

Le Préfet de la Martinique

Service Transports Mobilité Sécurité  
Subdivision Animation et Contrôle des Transports

**Arrêté N°**  
**portant suspension de l'autorisation d'exercer au registre des entreprises**  
**de transports publics routiers de marchandises**

**Vu** le règlement (CE) n°1071/2009 du Parlement Européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant les règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route et abrogeant la directive 96/26/CE du Conseil ;

**Vu** le code des transports,

**Vu** le Décret n° 2016-1550 du 17 novembre 2016 relatif à certaines dispositions de la partie réglementaire du code des transports, notamment les articles R. 3113-13 à R 3113-17 et R 3211-14 à R 3211-18 ;

**Considérant** que les entreprises de transport doivent justifier à tout moment de l'exigence de capacité financière.

**Considérant** que cette exigence de capacité financière s'analyse en fonction des capitaux propres portés sur les liasses fiscales,

**Considérant** que les entreprises de transport de Martinique sont réglementairement tenues de communiquer leur liasse fiscale à la DEAL, service de l'État chargé en Martinique des registres des transporteurs,

**Considérant** qu'en l'absence de la liasse fiscale le contrôle de l'exigence de capacité financière de l'entreprise est rendu impossible,

**Considérant** que l'entreprise de transport **PANZOU Eric Daniel - n° siren 382553790** n'a pas transmis à la DEAL sa liasse fiscale 2015,

**Considérant** qu'une mise en demeure de trois (3) mois lui a été adressée par lettre recommandée datée du 15 Mai 2017 pour transmettre à la DEAL sa liasse fiscale 2015

**Considérant** qu'à ce jour cette mise en demeure est restée infructueuse.

Par ces motifs,

**ARRETE**

**Article 1 :** En application de l'article R 3211-16 du code des transports susvisé, l'autorisation d'exercer la profession de transporteur public routier de marchandises ou de déménagement ou de loueur de véhicules industriels avec conducteur destinés au transport de marchandises de l'entreprise est suspendue.

**Article 2 :** En application de l'article R 3211-17 du code des transports susvisé, la décision de suspension de l'autorisation d'exercer la profession entraîne le retrait temporaire de la licence communautaire ou de la licence de transport intérieur et celui des copies certifiées conformes correspondantes.



**Article 3:** En application de l'article R 3211-17 du code des transports susvisé, à défaut de restitution par l'entreprise de ces documents dans le délai de quinze jours à compter de la notification de la décision de suspension, l'autorisation d'exercer la profession sera retirée et l'entreprise sera radiée du registre électronique national des entreprises de transport par route.

**Article 4:** Lorsque l'entreprise satisfera à nouveau aux exigences prévues aux articles susvisés, la décision de suspension de l'autorisation d'exercer la profession sera rapportée et il sera restitué à l'entreprise sa licence et un nombre de copies certifiées conformes de licence correspondant au montant de sa capacité financière.

**Article 5:** En application de l'article R 3211-14 du code des transports susvisé, **la suspension est prononcée pour une durée de trois mois.** A défaut pour l'entreprise de régulariser sa situation suivant les termes de l'article 4 dans ce délai, l'autorisation d'exercer la profession sera retirée. La décision de retrait de l'autorisation d'exercer la profession entraîne la radiation de l'entreprise du registre électronique national des entreprises de transport par route ainsi que le retrait de la licence communautaire ou de la licence de transport intérieur et celui des copies certifiées conformes correspondantes.

Fort de France, le 30 NOV. 2017  
Pour le Préfet et par délégation,

Pour Le Directeur de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
et par délégation,  
Le Chef du Service Transports Mobilité Sécurité

Cyrille LIROY

Informations relatives aux voies et délais de recours:

*La présente décision peut faire l'objet:*

*d'un **recours en contentieux** devant le tribunal administratif compétent (Croix Bellevue 97200 FORT DE FRANCE) dans le délai de deux mois à compter du jour de sa notification.*

*d'un **recours non contentieux**, soit auprès de monsieur le Préfet de la région Martinique (recours gracieux), soit auprès de monsieur le Ministre chargé des transports (recours hiérarchique). La forme des recours non contentieux est libre et aucune condition de délai ne leur est imposée. Toutefois, pour conserver la possibilité d'intenter ultérieurement un recours contentieux, le recours non contentieux doit être déposé dans le délai de deux mois à compter du jour de la notification de la décision.*

Présent  
pour  
l'avenir

[www.developpement-durable.gouv.fr](http://www.developpement-durable.gouv.fr)

# DEAL MARTINIQUE

R02-2017-11-30-023

Arrêté portant suspension de l'autorisation d'exercer au  
registre des entreprises de transports publics routiers de  
personnes de TRANSPORTS LABAMAR



PREFET DE LA MARTINIQUE

Direction de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
de la Martinique

Le Préfet de la Martinique

Service Transports Mobilité Sécurité  
Subdivision Animation et Contrôle des Transports

**Arrêté N°  
portant suspension de l'autorisation d'exercer au registre des entreprises  
de transports publics routiers de personnes**

**Vu** le règlement (CE) n°1071/2009 du Parlement Européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant les règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route et abrogeant la directive 96/26/CE du Conseil ;

**Vu** le code des transports,

**Vu** le Décret n° 2016-1550 du 17 novembre 2016 relatif à certaines dispositions de la partie réglementaire du code des transports, notamment les articles R. 3113-13 à R 3113-17 et R 3211-14 à R 3211-18 ;

**Considérant** que les entreprises de transport doivent justifier à tout moment de l'exigence de capacité financière.

**Considérant** que cette exigence de capacité financière s'analyse en fonction des capitaux propres portés sur les liasses fiscales,

**Considérant** que les entreprises de transport de Martinique sont réglementairement tenues de communiquer leur liasse fiscale à la DEAL, service de l'État chargé en Martinique des registres des transporteurs,

**Considérant** qu'en l'absence de la liasse fiscale le contrôle de l'exigence de capacité financière de l'entreprise est rendu impossible,

**Considérant** que l'entreprise de transport **TRANSPORTS LABAMAR - n° siren 422072645** n'a pas transmis à la DEAL sa liasse fiscale 2015,

**Considérant** qu'une mise en demeure de trois (3) mois lui a été adressée par lettre recommandée datée du 15 Mai 2017 pour transmettre à la DEAL sa liasse fiscale 2015,

**Considérant** qu'à ce jour cette mise en demeure est restée infructueuse.

Par ces motifs,

**ARRETE**

**Article 1 :** En application de l'article R 3113-15 du code des transports susvisé, l'autorisation d'exercer la profession de transporteur public de personnes de l'entreprise est suspendue.

**Article 2 :** En application de l'article R 3113-16 du code des transports susvisé, la décision de suspension de l'autorisation d'exercer la profession entraîne le retrait temporaire de la licence communautaire ou de la licence de transport intérieur et celui des copies certifiées conformes correspondantes.

**Article 3:** En application de l'article R 3113-16 du code des transports susvisé, à défaut de restitution par l'entreprise de ces documents dans le délai de quinze jours à compter de la notification de la décision de suspension, l'autorisation d'exercer la profession sera retirée et l'entreprise sera radiée du registre électronique national des entreprises de transport par route.

**Article 4:** Lorsque l'entreprise satisfera à nouveau aux exigences prévues aux articles susvisés, la décision de suspension de l'autorisation d'exercer la profession sera rapportée et il sera restitué à l'entreprise sa licence et un nombre de copies certifiées conformes de licence correspondant au montant de sa capacité financière.

**Article 5:** En application de l'article R 3113-14 du code des transports susvisé, **la suspension est prononcée pour une durée de trois mois.** A défaut pour l'entreprise de régulariser sa situation suivant les termes de l'article 4 dans ce délai, l'autorisation d'exercer la profession sera retirée. La décision de retrait de l'autorisation d'exercer la profession entraîne la radiation de l'entreprise du registre électronique national des entreprises de transport par route ainsi que le retrait de la licence communautaire ou de la licence de transport intérieur et celui des copies certifiées conformes correspondantes.

Fort de France, le 30 NOV. 2017  
Pour le Préfet et par délégation,

Pour Le Directeur de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
et par délégation,  
Le Chef du Service Transports Mobilité Sécurité

Cyrille LIROY

Informations relatives aux voies et délais de recours:

*La présente décision peut faire l'objet:*

*d'un **recours en contentieux** devant le tribunal administratif compétent (Croix Bellevue 97200 FORT DE FRANCE) dans le délai de deux mois à compter du jour de sa notification.*

*d'un **recours non contentieux**, soit auprès de monsieur le Préfet de la région Martinique (recours gracieux), soit auprès de monsieur le Ministre chargé des transports (recours hiérarchique). La forme des recours non contentieux est libre et aucune condition de délai ne leur est imposée. Toutefois, pour conserver la possibilité d'intenter ultérieurement un recours contentieux, le recours non contentieux doit être déposé dans le délai de deux mois à compter du jour de la notification de la décision.*

Présent  
pour  
l'avenir

[www.developpement-durable.gouv.fr](http://www.developpement-durable.gouv.fr)

# DEAL MARTINIQUE

R02-2017-11-30-027

Arrêté portant suspension de l'autorisation d'exercer au  
registre des entreprises de transports publics routiers de  
personnes de CHARLES-NICOLAS GUY



PREFET DE LA MARTINIQUE

Direction de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
de la Martinique

**Le Préfet de la Martinique**

Service Transports Mobilité Sécurité  
Subdivision Animation et Contrôle des Transports

**Arrêté N°  
portant suspension de l'autorisation d'exercer au registre des entreprises  
de transports publics routiers de personnes**

**Vu** le règlement (CE) n°1071/2009 du Parlement Européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant les règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route et abrogeant la directive 96/26/CE du Conseil ;

**Vu** le code des transports,

**Vu** le Décret n° 2016-1550 du 17 novembre 2016 relatif à certaines dispositions de la partie réglementaire du code des transports, notamment les articles R. 3113-13 à R 3113-17 et R 3211-14 à R 3211-18 ;

**Considérant** que les entreprises de transport doivent justifier à tout moment de l'exigence de capacité financière.

**Considérant** que cette exigence de capacité financière s'analyse en fonction des capitaux propres portés sur les liasses fiscales,

**Considérant** que les entreprises de transport de Martinique sont réglementairement tenues de communiquer leur liasse fiscale à la DEAL, service de l'État chargé en Martinique des registres des transporteurs,

**Considérant** qu'en l'absence de la liasse fiscale le contrôle de l'exigence de capacité financière de l'entreprise est rendu impossible,

**Considérant** que l'entreprise de transport **CHARLES -NICOLAS Guy** - n° siren 408039022 n'a pas transmis à la DEAL ses liasses fiscales 2014 et 2015,

**Considérant** qu'une mise en demeure de trois (3) mois lui a été adressée par lettre recommandée datée du 22 Mars 2017 pour transmettre à la DEAL ses liasses fiscales 2014 et 2015,

**Considérant** qu'à ce jour cette mise en demeure est restée infructueuse.

Par ces motifs,

**ARRETE**

**Article 1 :** En application de l'article R 3113-15 du code des transports susvisé, l'autorisation d'exercer la profession de transporteur public de personnes de l'entreprise est suspendue.

**Article 2 :** En application de l'article R 3113-16 du code des transports susvisé, la décision de suspension de l'autorisation d'exercer la profession entraîne le retrait temporaire de la licence communautaire ou de la licence de transport intérieur et celui des copies certifiées conformes correspondantes.

**Article 3:** En application de l'article R 3113-16 du code des transports susvisé, à défaut de restitution par l'entreprise de ces documents dans le délai de quinze jours à compter de la notification de la décision de suspension, l'autorisation d'exercer la profession sera retirée et l'entreprise sera radiée du registre électronique national des entreprises de transport par route.

**Article 4:** Lorsque l'entreprise satisfera à nouveau aux exigences prévues aux articles susvisés, la décision de suspension de l'autorisation d'exercer la profession sera rapportée et il sera restitué à l'entreprise sa licence et un nombre de copies certifiées conformes de licence correspondant au montant de sa capacité financière.

**Article 5:** En application de l'article R 3113-14 du code des transports susvisé, **la suspension est prononcée pour une durée de trois mois.** A défaut pour l'entreprise de régulariser sa situation suivant les termes de l'article 4 dans ce délai, l'autorisation d'exercer la profession sera retirée. La décision de retrait de l'autorisation d'exercer la profession entraîne la radiation de l'entreprise du registre électronique national des entreprises de transport par route ainsi que le retrait de la licence communautaire ou de la licence de transport intérieur et celui des copies certifiées conformes correspondantes.

30 NOV. 2017

Fort de France, le  
Pour le Préfet et par délégation,

Pour Le Directeur de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
et par délégation,  
Le Chef du Service Transports Mobilité Sécurité  
  
Cyrille LEROY

Informations relatives aux voies et délais de recours:

*La présente décision peut faire l'objet:*

*d'un **recours en contentieux** devant le tribunal administratif compétent (Croix Bellevue 97200 FORT DE FRANCE) dans le délai de deux mois à compter du jour de sa notification.*

*d'un **recours non contentieux**, soit auprès de monsieur le Préfet de la région Martinique (recours gracieux), soit auprès de monsieur le Ministre chargé des transports (recours hiérarchique). La forme des recours non contentieux est libre et aucune condition de délai ne leur est imposée. Toutefois, pour conserver la possibilité d'intenter ultérieurement un recours contentieux, le recours non contentieux doit être déposé dans le délai de deux mois à compter du jour de la notification de la décision.*

Présent  
pour  
l'avenir

[www.developpement-durable.gouv.fr](http://www.developpement-durable.gouv.fr)

DEAL MARTINIQUE

R02-2017-11-30-020

Arrêté portant suspension de l'autorisation d'exercer au  
registre des entreprises de transports publics routiers de  
personnes de GESA AMBULANCE





Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA MARTINIQUE

Direction de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
de la Martinique

Le Préfet de la Martinique

Service Transports Mobilité Sécurité  
Subdivision Animation et Contrôle des Transports

**Arrêté N°**  
**portant suspension de l'autorisation d'exercer au registre des entreprises**  
**de transports publics routiers de personnes**

**Vu** le règlement (CE) n°1071/2009 du Parlement Européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant les règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route et abrogeant la directive 96/26/CE du Conseil ;

**Vu** le code des transports,

**Vu** le Décret n° 2016-1550 du 17 novembre 2016 relatif à certaines dispositions de la partie réglementaire du code des transports, notamment les articles R. 3113-13 à R 3113-17 et R 3211-14 à R 3211-18 ;

**Considérant** que les entreprises de transport doivent justifier à tout moment de l'exigence de capacité financière.

**Considérant** que cette exigence de capacité financière s'analyse en fonction des capitaux propres portés sur les liasses fiscales,

**Considérant** que les entreprises de transport de Martinique sont réglementairement tenues de communiquer leur liasse fiscale à la DEAL, service de l'État chargé en Martinique des registres des transporteurs,

**Considérant** qu'en l'absence de la liasse fiscale le contrôle de l'exigence de capacité financière de l'entreprise est rendu impossible,

**Considérant** que l'entreprise de transport **GESA AMBULANCE** - n° siren 444060917 n'a pas transmis à la DEAL sa liasse fiscale 2015,

**Considérant** qu'une mise en demeure de trois (3) mois lui a été adressée par lettre recommandée datée du 18 Mai 2017 pour transmettre à la DEAL sa liasse fiscale 2015,

**Considérant** qu'à ce jour cette mise en demeure est restée infructueuse.

Par ces motifs,

**ARRETE**

**Article 1 :** En application de l'article R 3113-15 du code des transports susvisé, l'autorisation d'exercer la profession de transporteur public de personnes de l'entreprise est suspendue.

**Article 2 :** En application de l'article R 3113-16 du code des transports susvisé, la décision de suspension de l'autorisation d'exercer la profession entraîne le retrait temporaire de la licence communautaire ou de la licence de transport intérieur et celui des copies certifiées conformes correspondantes.

**Article 3:** En application de l'article R 3113-16 du code des transports susvisé, à défaut de restitution par l'entreprise de ces documents dans le délai de quinze jours à compter de la notification de la décision de suspension, l'autorisation d'exercer la profession sera retirée et l'entreprise sera radiée du registre électronique national des entreprises de transport par route.

**Article 4:** Lorsque l'entreprise satisfera à nouveau aux exigences prévues aux articles susvisés, la décision de suspension de l'autorisation d'exercer la profession sera rapportée et il sera restitué à l'entreprise sa licence et un nombre de copies certifiées conformes de licence correspondant au montant de sa capacité financière.

**Article 5:** En application de l'article R 3113-14 du code des transports susvisé, **la suspension est prononcée pour une durée de trois mois.** A défaut pour l'entreprise de régulariser sa situation suivant les termes de l'article 4 dans ce délai, l'autorisation d'exercer la profession sera retirée. La décision de retrait de l'autorisation d'exercer la profession entraîne la radiation de l'entreprise du registre électronique national des entreprises de transport par route ainsi que le retrait de la licence communautaire ou de la licence de transport intérieur et celui des copies certifiées conformes correspondantes.

Fort de France, le **30 NOV. 2017**  
Pour le Préfet et par délégation,

Pour Le Directeur de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
et par délégation,  
**Le Chef du Service Transports Mobilité Sécurité**

**Cyrille LIROY**

Informations relatives aux voies et délais de recours:

*La présente décision peut faire l'objet:*

*d'un **recours en contentieux** devant le tribunal administratif compétent (Croix Bellevue 97200 FORT DE FRANCE) dans le délai de deux mois à compter du jour de sa notification.*

*d'un **recours non contentieux**, soit auprès de monsieur le Préfet de la région Martinique (recours gracieux), soit auprès de monsieur le Ministre chargé des transports (recours hiérarchique). La forme des recours non contentieux est libre et aucune condition de délai ne leur est imposée. Toutefois, pour conserver la possibilité d'intenter ultérieurement un recours contentieux, le recours non contentieux doit être déposé dans le délai de deux mois à compter du jour de la notification de la décision.*

Présent  
pour  
l'avenir

[www.developpement-durable.gouv.fr](http://www.developpement-durable.gouv.fr)



# DEAL MARTINIQUE

R02-2017-11-30-019

Arrêté portant suspension de l'autorisation d'exercer au  
registre des entreprises de transports publics routiers de  
personnes de MINOAH



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA MARTINIQUE

Direction de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
de la Martinique

Le Préfet de la Martinique

Service Transports Mobilité Sécurité  
Subdivision Animation et Contrôle des Transports

**Arrêté N°**  
**portant suspension de l'autorisation d'exercer au registre des entreprises**  
**de transports publics routiers de personnes**

**Vu** le règlement (CE) n°1071/2009 du Parlement Européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant les règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route et abrogeant la directive 96/26/CE du Conseil ;

**Vu** le code des transports,

**Vu** le Décret n° 2016-1550 du 17 novembre 2016 relatif à certaines dispositions de la partie réglementaire du code des transports, notamment les articles R. 3113-13 à R 3113-17 et R 3211-14 à R 3211-18 ;

**Considérant** que les entreprises de transport doivent justifier à tout moment de l'exigence de capacité financière.

**Considérant** que cette exigence de capacité financière s'analyse en fonction des capitaux propres portés sur les liasses fiscales,

**Considérant** que les entreprises de transport de Martinique sont réglementairement tenues de communiquer leur liasse fiscale à la DEAL, service de l'État chargé en Martinique des registres des transporteurs,

**Considérant** qu'en l'absence de la liasse fiscale le contrôle de l'exigence de capacité financière de l'entreprise est rendu impossible,

**Considérant** que l'entreprise de transport **MINOAH- n° siren 524108842** n'a pas transmis à la DEAL ses liasses fiscales 2013, 2014 et 2015,

**Considérant** qu'une mise en demeure de trois (3) mois lui a été adressée par lettre recommandée datée du 23 Mai 2017 pour transmettre à la DEAL ses liasses fiscales 2013, 2014 et 2015,

**Considérant** qu'à ce jour cette mise en demeure est restée infructueuse.

Par ces motifs,

**ARRETE**

**Article 1 :** En application de l'article R 3113-15 du code des transports susvisé, l'autorisation d'exercer la profession de transporteur public de personnes de l'entreprise est suspendue.

**Article 2 :** En application de l'article R 3113-16 du code des transports susvisé, la décision de suspension de l'autorisation d'exercer la profession entraîne le retrait temporaire de la licence communautaire ou de la licence de transport intérieur et celui des copies certifiées conformes correspondantes.

**Article 3:** En application de l'article R 3113-16 du code des transports susvisé, à défaut de restitution par l'entreprise de ces documents dans le délai de quinze jours à compter de la notification de la décision de suspension, l'autorisation d'exercer la profession sera retirée et l'entreprise sera radiée du registre électronique national des entreprises de transport par route.

**Article 4:** Lorsque l'entreprise satisfera à nouveau aux exigences prévues aux articles susvisés, la décision de suspension de l'autorisation d'exercer la profession sera rapportée et il sera restitué à l'entreprise sa licence et un nombre de copies certifiées conformes de licence correspondant au montant de sa capacité financière.

**Article 5:** En application de l'article R 3113-14 du code des transports susvisé, **la suspension est prononcée pour une durée de trois mois.** A défaut pour l'entreprise de régulariser sa situation suivant les termes de l'article 4 dans ce délai, l'autorisation d'exercer la profession sera retirée. La décision de retrait de l'autorisation d'exercer la profession entraîne la radiation de l'entreprise du registre électronique national des entreprises de transport par route ainsi que le retrait de la licence communautaire ou de la licence de transport intérieur et celui des copies certifiées conformes correspondantes.

Fort de France, le **30 NOV. 2017**  
Pour le Préfet et par délégation,

Pour Le Directeur de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
et par délégation,  
Le Chef du Service Transports Mobilité Sécurité  
**Cyrille LIROY**

Informations relatives aux voies et délais de recours:

*La présente décision peut faire l'objet:*

*d'un **recours en contentieux** devant le tribunal administratif compétent (Croix Bellevue 97200 FORT DE FRANCE) dans le délai de deux mois à compter du jour de sa notification.*

*d'un **recours non contentieux**, soit auprès de monsieur le Préfet de la région Martinique (recours gracieux), soit auprès de monsieur le Ministre chargé des transports (recours hiérarchique). La forme des recours non contentieux est libre et aucune condition de délai ne leur est imposée. Toutefois, pour conserver la possibilité d'intenter ultérieurement un recours contentieux, le recours non contentieux doit être déposé dans le délai de deux mois à compter du jour de la notification de la décision.*

Présent  
pour  
l'avenir

[www.developpement-durable.gouv.fr](http://www.developpement-durable.gouv.fr)

DIECCTE

R02-2017-11-30-018

DOC011217 - Arrêté portant décision d'agrément -  
Entreprise Solidaire d'Utilité Sociale - Association la  
RUCHE



PREFET DE LA MARTINIQUE

Direction des entreprises, de la concurrence,  
de la consommation, du travail  
et de l'emploi de la Martinique

**Arrêté**

PORTANT DECISION D'AGREMENT  
« ENTREPRISE SOLIDAIRE D'UTILITE SOCIALE »

**Arrêté n° DIECCTE 972 ESUS 17 11 30 ASSOCIATION LA RUCHE**

**Le Préfet de la Martinique**

**Vu** la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire, notamment ses articles 1, 2 et 11,

**Vu** le décret n° 2015- 719 du 23 juin 2015 relatif à l'agrément « entreprise solidaire d'utilité sociale » ;

**Vu** le décret n° 2015-858 du 13 juillet 2015 relatif aux statuts des sociétés commerciales ayant la qualité d'entreprises de l'économie sociale et solidaire ;

**Vu** l'arrêté du 5 août 2015 fixant la composition du dossier de demande d'agrément « ESUS » ;

**Vu** la DECISION n° R02-2017-07-27-001 portant subdélégation de signature dans le cadre des attributions et compétences de Monsieur Franck ROBINE, préfet de la région Martinique, Préfet de la Martinique, de Monsieur Monique GRIMALDI – Directrice des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la Martinique, à Madame Patricia LIDAR – Attachée Principale d'Administration d'Etat ;

**Vu** la demande d'agrément présentée le 20 février 2017 par Monsieur Daniel BARDET, Président de l'Association La Ruche, SIRET n° 314 291 782 000 14 – 114, route de Moutte – 97200 FORT DE FRANCE.

**Considérant** que cette demande suite à la transmission des éléments manquants ou incomplets est déclarée recevable le 30 novembre 2017 ;

**Considérant** que le dossier, objet de la demande répond aux dispositions légales pour bénéficier de l'agrément « entreprise solidaire d'utilité sociale »

**ARRETE**

**Article 1 : AGREMENT**

L'Association La Ruche - SIRET n° 314 291 782 000 14 – 114, route de Moutte – 97200 FORT DE France est agréée en qualité d'Entreprise Solidaire d'Utilité Sociale en application de l'article L.3332-17 du Code du Travail

## **Article 2 : DUREE DE L'AGREMENT**

Cet agrément est accordée pour une durée de 5 ans à compter du 30 novembre 2017 et est inscrite sur la liste nationale ministérielle du ministre chargé de l'Economie Sociale et Solidaire.

## **Article 3 : CONDITIONS D'AGREMENT**

En application de l'article L. 3332-17-1 susvisé, l'Entreprise Solidaire d'Utilité Sociale doit indiquer, dans l'annexe de ses comptes annuels, les informations qui attestent du respect des conditions fixées pour l'agrément.

S'il est constaté que les conditions légales fondant l'agrément ne sont plus remplies en raison de modifications d'organisation et de fonctionnement, l'agrément fait l'objet d'une procédure de retrait.

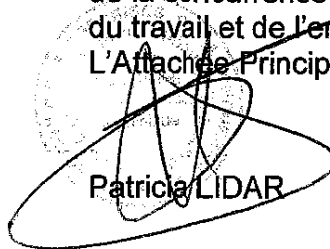
Dans ce cas, la structure est informée des motifs pour lesquels la décision est envisagée. Elle dispose d'un délai d'un mois à compter de la réception de la notification pour faire connaître ses observations éventuelles.


## **Article 4 :**

La Directrice des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de la Martinique

Fait à FORT DE FRANCE, le 30 novembre 2017

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour directrice des entreprises,  
de la concurrence, de la consommation,  
du travail et de l'emploi et par délégation  
L'Attachée Principale d'Administration d'Etat

  
Patricia LIDAR



**Voies de recours :** La présente décision est susceptible d'être contestée dans le délai de 2 mois à compter de sa notification par l'exercice d'un recours administratif et/ou d'un recours contentieux :

- En formant un **recours gracieux** auprès de Madame la Directrice des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la Martinique.
- En formant un **recours hiérarchique** devant le Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et du Dialogue Social- Direction Générale du Travail- 39/43 quai André Citroën 75015 PARIS.
- Et/ou en formant un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de FORT-DE-FRANCE

# Préfecture

R02-2017-11-27-013

Arrêté modificatif n°1 de l'arrêté relatif aux élections des  
représentants du personnel aux CAP compétentes à l'égard  
des psychologues de de l'Éducation Nationale création et

*Arrêté modificatif n°1 de l'arrêté relatif aux élections des représentants du personnel aux CAP  
compétentes à l'égard des psychologues de de l'Éducation Nationale création et composition des  
bureaux de vote.*



RÉGION ACADÉMIQUE

MINISTÈRE  
DE L'ÉDUCATION NATIONALE

MINISTÈRE  
DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR,  
DE LA RECHERCHE  
ET DE L'INNOVATION



**Arrêté modificatif n° 1 de  
l'arrêté relatif aux élections des représentants du personnel aux  
commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des  
psychologues de l'éducation nationale  
Création et composition des bureaux de vote**

La Rectrice de l'Académie de la Martinique,  
Chancelière de l'Université  
Directrice Académique des Services de  
l'Éducation Nationale

Rectorat  
de la Martinique

Bureau des Affaires  
Juridiques et Contentieuses

Dossier suivi par :  
Pascale FOULONGANI

Réf. : BAJC  
BC/PF/J.JL/17/N° 372

Téléphone : 05.96.52 29.84  
Fax : 05.96.52 25 09  
Mel : bajc@ac-martinique.fr

Les Hauts de Terreville  
97279 Schoelcher cedex

Considérant la demande conjointe du SNES-FSU et du SNUipp-FSU par courriel  
en date du 27 novembre 2017 ;

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup> :**

L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 06 novembre 2017 est modifié ainsi qu'il suit :

Un bureau de vote académique spécial et un bureau de vote académique central  
sont créés au sein de l'académie de Martinique afin de recueillir les votes aux  
élections de la commission administrative paritaire nationale (CAPN) (bureau de  
vote spécial) et de la commission administrative paritaire académique (CAPA)  
(bureau de vote central) compétentes à l'égard du corps des psychologues de  
l'éducation nationale ; ces bureaux de vote seront ouverts en salle 136 – Rectorat  
de Terreville à compter du mardi 28 novembre à 17 h 00.

**Article 2 :**

Le reste demeure inchangé.

**Article 3 :**

Monsieur le Secrétaire Général d'Académie est chargé de l'exécution du présent  
arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la  
Région Martinique et sur le site intranet de l'Académie de Martinique.

Schoelcher, le 27 novembre 2017

Pour le Recteur et par délégation  
Le Secrétaire Général d'Académie

  
Antoine KAKOUSKY

Lieux d'affichage :

- Site intranet de l'académie de Martinique
- Hall d'accueil du Rectorat de Terreville
- Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Région Martinique



Préfecture

R02-2017-11-06-013

Arrêté relatif aux élections des représentants du personnel  
aux CAP compétentes à l'égard des psychologues de de  
l'Éducation Nationale création et composition des bureaux

*Arrêté relatif aux élections des représentants du personnel aux CAP compétentes à l'égard des psychologues de de l'Éducation Nationale création et composition des bureaux de vote.*



RÉGION ACADÉMIQUE

MINISTÈRE  
DE L'ÉDUCATION NATIONALE  
MINISTÈRE  
DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR,  
DE LA RECHERCHE  
ET DE L'INNOVATION



## Arrêté relatif aux élections des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des psychologues de l'éducation nationale Création et composition des bureaux de vote

La Rectrice de l'Académie de la Martinique,  
Chancelière de l'Université  
Directrice Académique des Services de  
l'Éducation Nationale

Vu le code de l'éducation notamment ses articles R.911-82 à R.911-84, R.911-87, R.911-90 ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 82-451 du 28 mai 1982 relatif aux commissions administratives paritaires ;

Vu le décret n° 2017-120 du 1<sup>er</sup> février 2017 portant dispositions statutaires relatives aux psychologues de l'éducation nationale ;

Vu l'arrêté du 23 août 1984 fixant les modalités du vote par correspondance en vue de l'élection des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires et aux commissions consultatives paritaires compétentes à l'égard des personnels relevant du ministère de l'éducation nationale ;

Vu l'arrêté du 31 juillet 2017 portant création des commissions administratives paritaires compétentes à l'égard du corps des psychologues de l'éducation nationale ;

Vu l'arrêté du 8 septembre 2017 relatif aux élections des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des psychologues de l'éducation nationale ;

### ARRETE

#### Article 1<sup>er</sup> :

Un bureau de vote académique spécial et un bureau de vote académique central sont créés au sein de l'académie de Martinique afin de recueillir les votes aux élections de la commission administrative paritaire nationale (CAPN) (bureau de vote spécial) et de la commission administrative paritaire académique (CAPA) (bureau de vote central) compétentes à l'égard du corps des psychologues de l'éducation nationale ; ces bureaux de vote seront ouverts en salle 136 – Rectorat de Terreville à compter du mercredi 29 novembre à 09 h 00.

#### Article 2 :

Le bureau de vote spécial est chargé du dépouillement du scrutin concernant la commission administrative paritaires nationale (CAPN) et de la transmission du procès-verbal de recensement des votes au bureau de vote central DGRH/B2-3.

**Article 3 :**

Le bureau de vote central est chargé du dépouillement du scrutin et de la proclamation des résultats concernant la commission administrative paritaire académique (CAPA) ;

**Article 4 :**

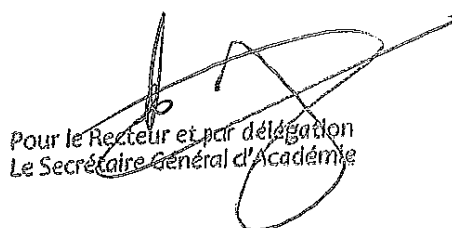
Les bureaux de vote académiques (spécial et central) sont composés comme suit :

- Présidente : Madame la Rectrice ou son représentant ;
- Secrétaire : Madame la Cheffe de la division des personnels 1 (DP1) ou son représentant ;
- Un délégué de chaque organisation syndicale ayant présenté une liste de candidats.

**Article 5 :**

Monsieur le Secrétaire Général d'Académie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Région Martinique et sur le site intranet de l'Académie de Martinique.

Schoelcher, le 06 novembre 2017

  
Pour le Recteur et par délégation  
Le Secrétaire Général d'Académie

Antoine KAKOUSKY

Lieux d'affichage :

- Site intranet de l'académie de Martinique
- Hall d'accueil du Rectorat de Terreville
- Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Région Martinique

Sous-Préfecture du MARIN

R02-2017-12-01-001

Arrêté autorisant l'ASA TROPIC à organiser une course  
automobile intitulée RALLYE DES CHAMPIONS

*ORGANISATION DE COURSES AUTOMOBILES DU 1er au 03 DECEMBRE 2017*



PREFET DE LA MARTINIQUE

SECRETARIAT GENERAL

Direction de la Réglementation,  
de la Citoyenneté et de l'Immigration

Bureau de la Réglementation Générale,  
des Élections et de la Circulation

Arrêté N° 2017 -

portant autorisation d'une course automobile intitulée  
"RALLYE NATIONAL DES CHAMPIONS"

Le Préfet de la Martinique

- VU le Code de la Route en ses articles L.411-7 et R.411-29 à R.411-32 ;
- VU le Code de l'Environnement en ses articles L.224-5, L.541-2, L.541-3 et R.543-137 à R.543-138 ;
- VU le Code de la Santé Publique en ses articles L.1311-1, L.1311-2 et L.3321-1 ;
- VU le Code du Sport en ses articles L.321-1, L.321-2 et L.331-9 à L.331-12 ;
- VU l'arrêté interministériel du 3 novembre 1976 modifié, portant réglementation technique des compétitions automobiles et des compétitions de véhicules à deux roues et tricycles à moteur ;
- VU la demande d'autorisation présentée le 03 Septembre 2017 par l'ASA TROPIC (A.S.A.T) en vue d'organiser un rallye automobile du vendredi 1<sup>er</sup> Décembre au dimanche 03 Décembre 2017 ;
- VU l'attestation de police d'assurance de la société S.A.S. ASSURANCES LESTIENNE, BP 34 - 51873 REIMS CEDEX mentionnant que le contrat n° 1102000217 a été souscrit auprès de la compagnie TOKIO MARINE KILN SYNDICATE
- VU les recommandations et l'avis favorable des membres de la Commission Départementale de la Sécurité Routière (Section Manifestations sportives) lors de la visite du parcours le jeudi 19 octobre 2017 ;
- VU l'avis favorable émis par le Président de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
- VU les avis favorables émis par les Maires des communes du Diamant, des Trois-Ilets, Vauclin, Saint-Esprit, Marigot, Lorrain, Morne-Rouge, Gros-Morne, fonds-Saint-Denis, Morne-vert, Carbet, Bellefontaine ;
- VU les avis favorables émis par les autres Administrations de l'État ;
- VU l'avis défavorable de la Ville des Anses D'Arlets reçu le 1<sup>er</sup> décembre 2017,

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>** – L'ASA TROPIC (A.S.A.T) représentée par son Président Monsieur Clément MARIE est autorisée à organiser, sous réserve des prescriptions de la DJSCS, une course automobile intitulée "RALLYE NATIONAL DES CHAMPIONS", le vendredi 1<sup>er</sup> Décembre au dimanche 03

**Décembre 2017**, sur les territoires des communes du Vauclin, Saint-Esprit, Marigot, Lorrain, Morne-Rouge, Gros-Morne, Fonds-Saint-Denis, Morne-vert, Carbet, Bellefontaine, empruntant le parcours annexé. Aussi les spéciales 3 et 4 se déroulant sur le territoire des communes des Anses d'Arlets, Trois-Ilets et Diamant **sont annulées**.

**Article 2** - L'organisateur devra prendre l'attache des municipalités concernées et **assurer obligatoirement l'information préalable des riverains et des usagers de la route** par voie de presse écrite, parlée et audiovisuelle, sur les mesures prévues pour le déroulement de cette manifestation, notamment les horaires pour l'usage privatif des portions du réseau routier concernées et des itinéraires de déviations proposés.

**Article 3** - L'organisateur devra mettre en place une signalisation temporaire adaptée pour les déviations car les spéciales emprunteront des portions de route fermées à la circulation. Il devra prendre des mesures adéquates pour assurer la sécurité des participants, des riverains et des usagers de la route lors des parcours de liaison qui se dérouleront sur des routes ouvertes à la circulation.

**L'arrêté de circulation de la Collectivité Territoriale de Martinique pour les routes empruntées tant pour la course que les déviations devra être signalé en amont de la manifestation par des panneaux réglementaires précisant les créneaux horaires. Les zones destinées au public devront être parfaitement sécurisées pour éviter tout incident avec les véhicules en course.**

Le stationnement des véhicules des spectateurs devra être organisé de manière à éviter toute gêne aux riverains et usagers.

La présence permanente et efficace des commissaires de course sera obligatoire aux divers endroits stratégiques ainsi qu'au niveau des déviations. Ils devront être identifiables, en nombre suffisant avec une vigilance particulière et, prendre toutes initiatives pour arrêter momentanément ou définitivement la manifestation s'ils constatent que les conditions de sécurité ne sont pas respectées.

**Article 4** - L'organisateur devra procéder à une ultime visite du parcours avant le départ de la course afin de prendre toutes les dispositions pour vérifier la mise en place du dispositif nécessaire à la sécurité des compétiteurs, des spectateurs et des riverains, à savoir :

- **Protection des obstacles en bordure de route, à l'intérieur des courbes, des têtes d'ouvrages, des panneaux de signalisation, des supports électriques et téléphoniques ou tous autres éléments naturels pouvant représenter un danger potentiel pour les pilotes.**
- **Délimitation et balisage des zones dangereuses aux spectateurs, notamment l'extérieur des virages de manière à les mettre hors d'atteinte de toute sortie de route.**

**Tout débordement de spectateurs sur la chaussée ou dans les zones interdites ne pourra être toléré et donnera lieu à l'arrêt momentané ou définitif de la manifestation.**

- **Positionnement d'un commissaire de route ou d'un personnel dépendant de l'organisation en relation avec la direction de course pour empêcher toute circulation durant l'épreuve et permettre aux riverains d'accéder ou de sortir de leur domicile en toute sécurité.**
- Identification des commissaires de route par le port d'un brassard marqué «course», d'une chasuble fluorescente ou d'une tenue spécifique à l'organisation seront équipés d'un matériel de signalisation approprié répondant aux exigences réglementaires (drapeaux, panneaux) et de moyens de liaison radio performants pour renseigner en temps réel le directeur de course, sur le déroulement de la manifestation et signaler tout incident ou

accident.

- **Passage d'un véhicule pourvu d'équipements sonores et lumineux et des différents véhicules de sécurité (tricolore, 000, 00, 0) avant le départ du premier concurrent.**

**Article 5** - L'organisateur devra prévoir un personnel suffisant et équipé de liaison radio pour assurer le trafic sur les déviations lors de la traversée des spéciales et prendre à sa charge les frais du service d'ordre exceptionnel mis en place à l'occasion du déroulement du rallye automobile.

**Article 6** - L'organisateur devra être en mesure de présenter la liste et les qualifications des officiels à jour de leur licence 2017, en charge de la sécurité des manifestations de véhicules terrestres à moteur, validée par la Fédération Française du Sport Automobile.

**Article 7** - L'organisateur devra respecter les règlements techniques et de sécurité édictés par la Fédération Française du Sport Automobile.

**Article 8** - L'organisateur devra respecter les horaires indiqués ainsi que les arrêtés des maires du Diamant et des Anses-d'Arlet sous peine d'annulation pure et simple de la manifestation.

**Article 9** - Les marchands ambulants ne devront en aucun cas se trouver à proximité immédiate du parcours. **La vente de boissons alcoolisées est strictement interdite (la bière est une boisson alcoolisée).**

**Article 10** - L'organisateur devra prendre toutes les dispositions aux départs et arrivées pour assurer la sécurité incendie par la mise en place d'extincteurs appropriés aux risques.

**Article 11** - L'organisateur devra disposer d'une ambulance réglementaire armée en personnel et en matériel sur les étapes de la manifestation afin d'assurer la sécurité des participants et des accompagnants et s'assurer que les personnels secouristes prévus pour le Dispositif Prévisionnel de Secours disposent d'une attestation ou d'une formation de Maintien et de Perfectionnement des Acquis d'une année au plus (arrêté du 24/05/2000 portant organisation de la formation continue dans le domaine des premiers secours et la circulaire du 25/10/2000 portant sur la formation continue des sauveteurs, équipiers secouristes et formateurs des premiers secours).

**Article 12** - L'organisateur devra mettre en place une procédure d'arrêt d'urgence de la course et une couverture médicale adaptée avec :

- Des extincteurs confiés à un personnel dépendant de l'organisation et qui ne devra avoir aucune autre tâche,
- Des véhicules de dépannage.
- Le libre accès à la manifestation pour toute intervention des secours.
- Il est souhaitable que le SAMU soit averti officiellement.

En cas d'accident grave, il pourra être fait appel, en renfort du dispositif existant, aux moyens des sapeurs-pompiers en composant le 18. A cet effet, il conviendra de préciser le lieu de l'intervention. De plus, **tout incident grave de course ou toute situation présentant ou ayant présenté des risques graves par leur probabilité et leurs conséquences éventuelles pour la santé et la sécurité physique ou morale des pratiquants, doivent faire l'objet d'un signalement au Préfet (service DJSCS copie sous-préfecture) dans les 48 heures qui suivent.** Dans ce cadre,



le certificat médical de la personne accidentée est joint au signalement.

Les organisateurs devront prendre à leur charge les frais du service d'ordre exceptionnel mis en place à l'occasion du déroulement de l'épreuve et assurer la réparation des dommages éventuels.

**Article 13** - Les pilotes devront respecter strictement le Code de la Route lors des parcours de liaison, notamment pour la vitesse et le bruit.

**Article 14** - L'organisateur devra mettre en œuvre toutes les initiatives pour assurer le ramassage et le tri sélectif des bouteilles, gobelets, et autres déchets laissés sur la chaussée, et dans la nature.

**Article 15** - Tous les déchets spéciaux liés aux engins à moteur : chiffons souillés, batteries, huiles, pneumatiques usés devront être récupérés et traités selon les filières fixées par le plan régional d'élimination des déchets industriels spéciaux (PREDIS).

**Article 16** - Les matériels utilisés pour la sécurité et le balisage du parcours, notamment les pneumatiques devront être récupérés à la fin de la course. Leur valorisation devra être favorisée. Sinon, le responsable de la manifestation devra organiser leur élimination en respectant la filière mise en place dans le département pour ce type de déchet.

**Article 17** - Les services de Gendarmerie procéderont à la vérification des prescriptions mentionnées par le présent arrêté en matière de sécurité. Ils auront la possibilité, en cas de non-respect de ces prescriptions, d'interdire la tenue de la manifestation.

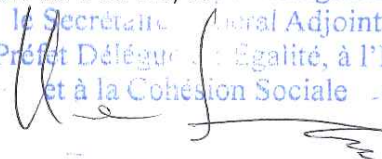
**Article 18** - La présente autorisation ne deviendra effective, qu'après notification au directeur de course, de l'attestation écrite que l'ensemble des dispositions imposées à l'organisateur sont effectivement réalisées en application de l'article R.331-27, par la personnalité désignée sur proposition de la Commission Départementale de la Sécurité Routière (Section Manifestations sportives).

**Article 19** - L'autorisation peut être suspendue ou rapportée à tout moment s'il apparaît que les conditions de sécurité ne se trouvent plus réunies ou que l'organisateur, malgré la mise en demeure qui lui en est faite par l'autorité administrative, ne respecte plus ou ne fait plus respecter par les participants et les spectateurs des dispositions prévues par le règlement particulier de la manifestation en vue de leur protection (Article R331-28 du Code du Sport).

**Article 20** - En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, relatives à la sécurité, l'organisateur s'exposera aux peines prévues pour les contraventions de la 5<sup>ème</sup> classe (soit 1.500 euros maximum article R331-45 du Code du Sport).

**Article 21** - Le Secrétaire Général de la Préfecture,  
- La Sous-Préfète du Marin,  
- Le Président de la Collectivité Territoriale de Martinique  
- Les Maires des communes du Diamant, des Anses-d'Arlet, Trois-Ilets, Vauclin, Saint-Esprit, Marigot, Lorrain, Morne-Rouge, Gros-Morne, fonds-Saint-Denis, Morne-vert, Carbet, Bellefontaine,  
- Le Colonel, Commandant de la Gendarmerie de Martinique,  
- Le Directeur de la Jeunesse des Sports et de la Cohésion Sociale,  
- Le Directeur de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement,  
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,  
- Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fort-de-France, le \_\_\_\_\_ par délégation  
le Secrétaire Général Adjoint  
Sous-Préfet Délégué à l'Egalité, à l'Emploi  
et à la Cohésion Sociale  
  
Cédric DEBONS





Le Maire

A

Madame La Sous-Préfète  
Corinne BLANCHOT-PROSPER  
Sous-Préfecture du Marin  
Morne Désir  
97290 LE MARIN

Les Anses d'Arlet, le 29 novembre 2017

Direction Générale des Services  
Pôle : Sport Jeunesse et Vie Associative  
Service : Sports  
Affaire suivie par : R.BRIGITTE

N/Réf. RB/HD/2017-11-29  
Objet : Raliye Nationale des champions

Ville de Les Anses d'Arlet  
Hôtel de Ville – Rue Félix Eboué 97217  
Les Anses d'Arlet

Tél : 0596 68 62 02  
Fax : 0596 68 68 38

Mail: [rbrigitte@mairie-anses-arlet.fr](mailto:rbrigitte@mairie-anses-arlet.fr)  
Site : [www.ville-ansesdarlet.fr](http://www.ville-ansesdarlet.fr)

Madame La Sous-Préfète,

J'ai le regret de vous informer que je ne puis donner une suite favorable à la demande de l'ASA TROPIC, relative au rallye national des champions, sur le territoire de Les Anses d'Arlet.

En effet, à cause du réseau routier défectueux et le refus des habitants des quartiers traversés, d'être dérangés, je ne peux que m'opposer à ce passage qui doit se tenir le Vendredi 01 décembre 2017, dans la soirée.

Je vous prie d'agréer, Madame La Sous-Préfète, mes salutations distinguées.

Le Maire



Eugène LARCHER



